

Tribune

Chine / Xinjiang : « Pékin persiste à pratiquer la désinformation sur la question ouïgoure »

mardi 22 septembre 2020, par [FRANGVILLE Vanessa](#) (Date de rédaction antérieure : 17 septembre 2020).

Internements massifs, travail forcé, stérilisations contraintes : la répression du régime chinois contre cette minorité musulmane turcophone continue malgré le déni des autorités, relève Vanessa Frangville, spécialiste de la Chine, dans une tribune au « Monde ».

Interrogé sur la question ouïgoure lors de son passage éclair en Europe, fin août, le ministre chinois des affaires étrangères, Wang Yi, avait noyé le poisson sous un flot de statistiques énigmatiques. Pékin persiste à pratiquer la désinformation sur le sujet, depuis que l'ONU a rendu public, en août 2018, un rapport accablant sur la situation de la région du Xinjiang, aux confins de la Chine et de l'Asie centrale. Plus de deux ans déjà, donc, que les preuves s'accumulent, que les témoignages circulent et que les analyses se succèdent.

Tous les rapports d'experts, sans exception, concluent à la mise en place d'une société de surveillance panoptique, à l'arrestation massive et arbitraire des élites intellectuelles et économiques et à l'envoi forcé dans des camps de détention et de travail de millions de Ouïgours. Rompus à une rhétorique fabriquée autour de contre-vérités et de poncifs, les dirigeants chinois vantent au monde leur modèle de « lutte antiterroriste », tout en rappelant avec agressivité qu'il s'agit d'« affaires internes à la Chine ».

Ces mesures de répression révèlent avant tout l'échec de l'Etat chinois à intégrer ses périphéries. Wang Yi a affirmé lors de son passage à Paris que la population des Ouïgours avait doublé en soixante-dix ans. Il omet de rappeler que ceux-ci représentent désormais à peine 40 % de la population de la région contre 80 % en 1949. Des migrations massives vers la région de colons, d'abord militaires puis civils, ont été orchestrées par l'Etat, avec pour résultat des discriminations à l'emploi pour les jeunes diplômés ouïgours et une appropriation des ressources par les migrants souvent sous-qualifiés et peu enclins à changer leurs modes de vie sur ces nouvelles terres considérées comme acquises.

Selon Wang Yi, la politique de planification familiale ne s'appliquerait pas aux Ouïgours. En fait, les autorités locales ont investi en 2019 plus de 13 millions d'euros dans la prévention des grossesses. Les Ouïgours n'ont jamais été exclus des politiques de réduction des naissances, même si les urbains n'ont été que tardivement contraints à la politique de l'enfant unique (non applicable au monde rural chinois de toute façon). De nombreuses Ouïgoures ont, en outre, témoigné de stérilisations et d'avortement forcés depuis des années.

Camps d'internement

Pékin affirme que l'objectif des camps d'internement est la prévention du radicalisme religieux par l'éducation et l'intégration par le travail. Un projet « éducatif » qui puise dans un budget de sécurité

augmenté de 90 % dans la région en 2018... La majorité des cas de disparus témoigne d'une autre réalité : sont visés des professeurs d'université, des fonctionnaires de tous niveaux – souvent membres du Parti –, des commerçants, des médecins, des écrivains ou des artistes.

Du jeune lycéen au retraité septuagénaire, sans distinction, une très grande majorité de la population ouïgoure aura, au cours des dernières années, fait un « séjour volontaire », plus au moins long et mais toujours éprouvant, dans l'un de ces camps entourés de barbelés et surplombés de tours de surveillance. Tous en sortent physiquement et mentalement éprouvés, certains y meurent dans des circonstances jamais élucidées, parfois sans que la famille ne soit autorisée à voir le corps.

Quant à la liberté religieuse évoquée par Wang Yi, encore faudrait-il que les 24 000 mosquées qu'il a citées soient accessibles librement, sans que caméras et autres outils de reconnaissance n'en encombrant chaque recoin. Les autres formes de pratiques religieuses, que le ministre se garde bien d'évoquer, sont en cours de disparition avec la démolition des lieux de culte, l'interdiction des rassemblements et la « disneyfication » des espaces sacrés.

Harcèlement

Les Ouïgours en exil, pour partie citoyens européens, ont dénoncé la pression des autorités chinoises par la prise en otage de leurs proches afin de leur imposer le silence : 58 Ouïgours ont porté plainte auprès du gouvernement néerlandais pour qu'il agisse contre ces menaces répétées, et bien d'autres en France ou ailleurs ont témoigné de ces harcèlements. « Elle est à l'hôpital et sortira si tu te tais », a-t-on dit à une Ouïgoure basée en Scandinavie, qui se réjouissait qu'après deux ans de mobilisation de sa part, sa cousine soit enfin libérée d'un camp.

« Garantir les droits des citoyens », pour Wang Yi, signifie en fait les interner par centaines de milliers et n'ouvrir que trois voies aux détenus : la condamnation pénale de quelques années de prison à la peine de mort (sans procès et avec de vagues chefs d'accusation) ; le travail forcé (ou payé à des tarifs bien en deçà des salaires moyens, toujours sous la contrainte) ; une mise à résidence avec interdiction de voyager, et souvent obligation de participer à la propagande officielle en acceptant de chanter les louanges du Parti devant les médias chinois.

Ces faits ne peuvent être vérifiés par les capitales européennes : leurs représentants ne sont pas les bienvenus dans la région. Les chercheurs, les journalistes indépendants et les experts internationaux ne peuvent non plus s'y rendre librement pour mener les enquêtes sollicitées par les Ouïgours comme par les instances internationales.

Vanessa Frangville (Professeure en études chinoises)

P.-S.

• Le Monde. Publié le 17 septembre 2020 à 05h00 :
https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/09/17/pekin-persiste-a-pratiquer-la-desinformation-sur-la-question-ouigoure_6052511_3232.html

• Vanessa Frangville est professeure en études chinoises et directrice du centre de recherche EAST de l'Université libre de Bruxelles